

Le retour du débat sur l'État social

Symptôme d'une recomposition du niveau local à l'échelle planétaire des processus de lutte politique, les nouveaux mouvements sociaux manifestent avant tout la naissance d'une configuration inscrite, après un long cycle d'expansion, dans le vaste procès dépressif de l'État social: transfert sur l'échelle européenne de dispositifs nationaux de veille étatique, déplacement de la frontière entre public et privé, interventions multiformes d'harmonisation dictée par la libéralisation du marché, protectionnisme social etc. Il n'est pas étonnant dès lors que cette "dénationalisation" relance la discussion sur la théorie de l'État, discussion marquée par le retour paradoxal de l'hypothèse marxiste¹. Il s'agit ici de montrer comment s'opère ce retour qui est lié à celui, non moins paradoxal, de l'école libérale.

Ce retour répète, aux conditions contemporaines, la situation historique dans laquelle la recherche, partagée par la pratique anglo-saxonne de l'analyse des politiques publiques et l'héritage des philosophies politiques européennes marquées par le marxisme, a utilisé différentes représentations des formes et du rôle de l'État: instrument d'une classe, garant de l'ordre social, simple gardien des lois ou promoteur du développement. Il actualise les moments historiques où, bien qu'antinomiques, les paradigmes strictement marxistes et libéraux, en tant qu'hypothèse scientifique ou comme paradigme sociétal, ont été marginalisés par rapport aux grands débats d'orientation ayant structuré les sociétés d'un grand nombre de pays.

En effet, avec les conflits sociaux des années 30 et de la seconde guerre mondiale, les différentes institutions de réforme sociale des pays capitalistes développés, ou en voie de développement, ont tendu à adopter la forme générale des États sociaux. Même de types fort différents, dans et hors de l'Europe, y compris dans des pays aussi différents que les États Unis et l'Espagne, ces États sociaux ont centralisé les fonctions partielles des politiques sociales, intensifié les dispositifs et les budgets sociaux pour répondre au défi de réussir à combiner modernisation capitaliste accélérée et lutte pour les droits civils.

Dans les années 50 et 60, ces paradigmes ont été pratiquement exclus de cette affirmation historique exprimant la matérialisation des droits sociaux. Leur retour simultané marque une congruence avec la fin de cette affirmation. C'est un retour inhérent à la définition d'un paradigme par lequel la gestion libérale tente de se substituer à la gestion étatique de la force de travail.

Généralisation et adaptation contextuelle de "l'État social" comme paradigme d'action

En fait, le déploiement des États sociaux a résulté de la concentration en leur sein des activités de reproduction et d'intégration sociale dans une articulation conflictuelle entre les conditions socio-économiques requises par l'expansion de la production de masse et les exigences de régulation et de négociation du conflit social lié à la relation salariale fordiste.

Le succès du paradigme fondamental de l'État-social s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs:

- croissance économique soutenue et forts accroissements de la productivité, qui ont rendu possible le développement de la protection sociale devenant progressivement la condition même de la stabilité des capacités productives et du mouvement vers une consommation de masse.
- plein emploi et institutionnalisation de la négociation collective qui ont inversé le sens des luttes de classe initiales. Le renforcement de leur rôle institutionnel dans le rapport

¹ Ce texte fait suite au séminaire de recherche du DEA "Dynamiques comparées des sociétés en développement" à l'université Paris 8. Il est marqué par un effet de focalisation sur le débat français. Cependant, la revue *Marxism Today* de novembre 1998, numéro unique depuis son interruption en 1991, publie des articles faisant la même hypothèse, notamment Eric Hobsbawm: "En 1998, Mars est de retour", in *Le Monde* du 3 novembre 1998.

État-société correspond à une mise en forme historique de l'action du capital dans un ajustement réciproque fournissant aux syndicats la contrepartie de pouvoir influencer sur les objectifs et les contenus des politiques sociales.

- contexte du parlementarisme et processus intenses de changement social, qui ont favorisé l'établissement d'une culture politique édifée sur des habitus sociaux appelant une offre étatique de services collectifs et de prestations sociales.

A ces traits communs se sont ajoutés des types structurels de développement social spécifique à chaque État-nation issu du modèle keynésien général de modernisation capitaliste et de régulation de l'après guerre ; différences nationales institutionnelles inséparables du développement des luttes pour les droits sociaux, des types d'intervention dans la reproduction de la force de travail et sa gestion, des formes adoptées pour le règlement des conflits sociaux et de la substitution progressive des institutions civiles et religieuses par les institutions étatiques².

Sur cette base, la politique sociale a été dominée par le discours réformiste. Elle se concevait comme *compensatrice* des coûts de la croissance, *intégratrice* des classes travailleuses dans les sociétés industrielles et gestion institutionnelle de la force de travail³: gestion dont le développement considéré nécessaire et inévitable, se projetait dans un futur marqué par la certitude des capacités de l'économie à l'assurer. Mode d'*adaptation*⁴ des classes travailleuses à la nouvelle dynamique imposée par le système de production fordiste, les droits sociaux viennent ainsi remplir le vide anémique des sociétés industrielles et constituer une forme de structuration et de légitimation de l'ordre social ; ils sont une fonction du capitalisme industriel dans un processus évolutif inévitable.

Ce paradigme rendait immanente la convergence⁵ des économies et justifiait le mouvement accompagnant la progression de la forme des États sociaux sur tous les continents. La généralisation de l'intervention de l'État sous la forme de politiques sociales apparaissait y compris dans des pays en voie de développement confrontés à de fortes tensions produites par leur position subordonnée dans la division internationale du travail. Leur position "retardataire" trouvait ainsi une sorte de correspondance dans le paradigme de l'évolutionnisme démocratique, établissant un pont, une structure organisatrice, entre pays dominants et dominés.

Le positionnement scientifique du "réformisme"

Le marxisme n'était pas pour autant étranger à la société. Il nourrissait les luttes sociales et la réflexion intellectuelle. Mais il se heurtait aux analyses faites à partir d'un capitalisme post libéral opposant, face aux options révolutionnaires, la politique sociale comme un instrument autonome de réforme sociale dans le cadre d'un capitalisme régulé en expansion, nécessitant l'intervention de l'État pour faire face aux besoins fonctionnels du projet industriel,

En France, une interprétation de cette genèse s'est imposée dans les sciences sociales. Elle se fonde sur l'extension des politiques publiques dans un processus visant à répondre aux exigences du développement des "sociétés industrielles démocratiques", impliquant une nouvelle conception du lien social pour combler la scission entre l'égalité politique et l'égalité socio-économique⁶; l'État social incarne une tentative de conciliation entre exigence du marché et citoyenneté démocratique. Selon Pierre Rosanvallon « l'État-providence » *doit d'abord être*

² Peter Flora, Arnold Heidenheimer, *The development of Welfare States in Europe and America* New Brunswick, New York, Transaction books, 1979. Else. Oyen, *Comparing Welfare States and their futures*, Gower, Londres, 1986.

³ Ramesh. Mishra, *Society and social policy*, The Macmillan Press, Londres, 1977; Robert Pinker, *Social théorie and social policy*, Heinemann, Londres, 1979; Vic. George et Paul. Wilding, *Idéologie et social welfare*, Routledge, Londres, 1976

⁴ Richard Tittmuss, *Commitment to welfare*, Allen y Unwin, Londres, 1968; *The gift relationship*, Allen y Unwin, Londres, 1971.

⁵ Clark Kerr, *Industrialism and industrial man*, Penguin, Harmondsworth, 1973; J.K.Galbraith, *The industrial new State*, Boston, Houghton Mifflin, 1967. Edition française, *Le nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1989..

⁶ Jacques Donzelot, *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Fayard, 1984.

compris comme une radicalisation, une extension et un approfondissement de l'État protecteur classique ⁷. Ainsi la recherche l'a-t-elle consacré massivement ; fondant la démocratie sur un pacte, un contrat⁸, ou une charte, elle en a fait l'horizon indépassable de notre temps, à la fois lieu de la solidarité entre les individus, expression du consensus entre les classes et des groupes sociaux.

Du coup, arrêtant au 19^{ème} siècle la “démocratie bourgeoise” comme pouvoir d'États inégalitaires, les analyses permettant de travailler sur les structures de l'action des agents, en tant qu'action inconsciente, se trouvaient rejetées ou abandonnées. Dans la “démocratie contemporaine”, “moderne” ou “libérale”, le pouvoir procède désormais de la représentation où tous peuvent accéder à un mandat électif. Vu comme un modèle neutre d'organisation des relations entre les individus, arbitre, acteur ou simplement législateur, la structure du processus historique de construction de l'État s'est dissoute dans la dissolution apparente des classes. Redéfinir les modalités du fonctionnement de l'État revient le plus souvent à le rendre plus efficace, quand ce n'est pas plus près du peuple, laissant plus de place à la “société civile” : État modeste ou État diffus, État réformateur ou État entrepreneur, État garant ou État animateur, État stratège. Toutes ces notions n'ont pas le même statut épistémologique, mais elles ont en commun d'éliminer le primat du capital dans les constructions symboliques qui structurent l'ensemble des relations sociales.

Dans les conditions générales de croissance économique et de stabilité politique, il n'est pas étonnant que le paradigme général dominant dans les pays occidentaux fut celui du *réformisme*.

Aujourd'hui, à la croissance longue de l'après guerre, succède une forme de transition du fordisme à la production flexible dans les secteurs et régions clés de l'économie capitaliste⁹. Cela ne marque pas une crise économique, mais la fin d'un régime d'accumulation pour une autre manière spécifique de créer des richesses, nécessitant une transformation de la réglementation afin de permettre sa naissance. Désormais, là est le noeud de la crise de l'État social, la gestion libérale veut se substituer à la gestion étatique de la force de travail.

Le substrat sociologique de la “crise de paradigme”

Cette option apparaît dans le contexte des conflits sociaux de la fin des années 60 et du début 70. Avec la maturation historique de l'État social, l'épuisement de l'onde longue d'expansion de l'après guerre à partir de laquelle a eu lieu la croissance économique, la diversification interne des structures sociales et la restructuration des économies capitalistes, le débat sur les politiques sociales commençait à poindre avec des implications politiques décisives.

En France, la gauche cherchait surtout à constituer un cadre théorique et pratique apte à métamorphoser l'État social dont héritait, sur fond de crise, la nouvelle configuration; un cadre similaire, dans la méthode, à celui duquel il avait surgi. De même qu'ils étaient fascinés par l'expérience historique de l'État social, le modèle d'État de type universaliste social-démocrate¹⁰ des pays scandinaves séduisait les responsables politiques. Ils s'en inspiraient en tout cas, faisant notamment le constat que la couverture sociale et les effets redistributifs se dévoilaient plus comme un modèle d'assurances sociales appuyées sur le travail et la hiérarchie sociale. Pour les conservateurs, la crise prouvait que le coût du travail devenait insupportable dans la formation des prix pour des entreprises de plus en plus confrontées à la concurrence des autres pays.

⁷ Pierre Rosanvallon, *La crise de l'État-providence*, Paris, Seuil, 1981.

⁸ François Ewald, *L'État-providence*, Paris, Seuil, 1986.

⁹ Tony Smith, “La production flexible, une utopie capitaliste?”, *Cahiers d'études et de recherche*, n°23, IIRF, Amsterdam, 1996.

¹⁰ Gosta Esping-Andersen et Walter Korpi, “From Poor Relief to Institutional Welfare States: The Development of Scandinavian Social Policy, in Robert Erikson and cols. (eds), *The Scandinavian Model. Welfare States and Welfare Research*, M.E. Sharpe, Armonk, New York et Londres, 1987; pp. 39 - 74.

Mais avec le ralentissement de la croissance, annoncé au début des années 70 et confirmé dès 1974, les mécanismes redistributifs se modifiaient. Ils prenaient forme dans l'espace¹¹ avec l'explosion des phénomènes urbains, et venaient se télescoper avec la controverse dans le champ des sciences sociales. En effet, jusqu'au début 80, le débat va connaître un essor idéologique et théorique à partir de conceptions néo-marxistes et de courants néo-libéraux qui vont soutenir la thèse de la "crise de l'État-providence". Jusqu'en 80 leur substrat sociologique est le même. Il permet de comprendre le sens des analyses produites par ces courants ainsi que celles surgies dans les années 80 et 90 et les paradigmes d'action qui en ont résulté.

Les métamorphoses de la dynamique de l'État-social face à la résistance sociale

L'orientation de l'État qui garantissait le circuit virtuel du compromis dans la production et la société, pacte Keynésien et relation salariale fordiste, est en crise depuis les années 70 pour une série de raisons. D'un côté la montée en puissance des revendications ouvrières qui allaient au-delà de ce que le compromis, toujours fragile, permettait. Elles empêchaient la formation d'un équilibre permettant à tous les secteurs de la production d'y trouver avantage. L'équilibre concernait aussi la légitimité du gouvernement à l'assurer, de manière plus ou moins pacifique, par l'objectif de la cohésion sociale. D'un autre côté le poids des révolutions dans le tiers monde: les processus révolutionnaires de libération nationale dans les pays coloniaux, imposaient la nécessité d'un contrôle mondial. Ces phénomènes ont eu des conséquences sur l'économie, dont la crise du pétrole en 1973, à la suite de la crise américaine de 1971 au cours de laquelle les parités des monnaies se sont modifiées. Ils ont déterminé trois grandes modifications: a) le dépassement de l'usine taylorienne, fordienne, annonçant de nouvelles formes de travail, valorisées par une activité symbolique continue, afin d'induire chez les travailleurs des modalités de reconstruction d'habitus sociaux en phase avec les besoins de l'économie; b) la déréglementation sur le terrain de l'État social permettant de réorganiser les différents marchés du travail, surtout là où le contrôle des syndicats est moins fort; c) le passage au monétarisme, avec pour effet l'abandon des politiques de planification et une définition des équilibres intérieurs soumise à l'ajustement des politiques économiques sur les éléments fondamentaux des contraintes extérieures.

L'année 70 manifeste ces changements venant contrecarrer les fondements initiaux de l'État social au profit d'une méthode visant à offrir aux nouvelles formes de matérialisation du capital une double sécurité: celle de l'absorption de la production et la stabilité de l'ordre social. Au début, le processus se heurte aux habitus sociaux à la fois dans le projet de vie des individus qui reposait sur l'intériorisation d'un développement accéléré du changement technique devant conduire à la possibilité croissante de se procurer les biens disponibles. C'est pourquoi, malgré le discours sur la "crise de l'État-providence", l'effort redistributif, particulièrement intense durant les années 60, a malgré tout continué.

Dans le même temps, l'État devait résoudre le problème de ses limites par rapport aux exigences du capital. Son impact sur la crise s'articulait avec une série de conséquences découlant des habitus sociaux. Ceux-ci, exprimés dans les mouvements sociaux, entraînaient en effet une croissance des revendications sociales et obligeaient à un affermissement progressif de l'aide publique et des dispositifs de sécurité sociale. Or, la stabilisation des dépenses publiques rendait de plus en plus difficile l'intervention de l'État dans le secteur économique, non seulement dans le secteur public, mais aussi par des aides directes réclamées par les patrons, soit pour investir, soit pour compenser la détérioration du taux de profit. Le paradigme d'une "profonde mutation technologique et sociale" constituait ainsi le cadre idéologique de cette période d'ajustement.

¹¹ Agnès Guy, "Quartiers sensibles et violences urbaines d'aujourd'hui", *Banlieues, intégration ou explosion?* Textes réunis par Catherine Withold de Wenden et Zakya Daoud, Paris, Panoramiques, 1995.

Néo-libéralisme et néo-marxisme la polarisation d'un débat autour de la "crise de paradigme"

A partir de ce substrat, le débat entre néo-marxisme et néo-libéralisme a connu plusieurs phases marquée par une profonde critique des modes de fonctionnement et des résultats de l'État social. Ce débat sur les contradictions et les métamorphose de l'État social dans le cadre d'un processus de changement social et économique très profond est très fécond aujourd'hui, bien qu'il marginalise encore trop l'analyse sociale concrète du cours réel des changements ayant lieu dans l'État social et dans les systèmes de protection sociale. Dans la discussion, les deux courants partageaient en partie le diagnostic sur les effets sociaux et économiques de la "crise de l'État social": l'État pléthorique pour les néo-libéraux et exacerbation des contradictions de l'État pour les néo-marxistes ; mais évidemment ils s'opposaient radicalement sur l'analyse des causes et dans la prédiction du devenir de l'État social: "démantèlement" et "privatisation" pour le néo-libéralisme, "crise générale" et "socialisation" radicale pour le néo-marxisme. Il y avait deux thèmes principaux de débat: les implications de la croissance de l'État sur les économies capitalistes et le marché, et la crise de légitimation, ou la rupture du consensus sur l'État social; la rupture apparente de la forme historique adoptée par l'articulation contradictoire entre systèmes capitalistes avancés et démocratie politique de masse.

Sur ces thèmes, dans le camp du marxisme lui même, les débats avaient rebondi au début des années 70, relançant dans la suite de 1968 la réflexion sur la stratégie révolutionnaire. Apparus sur la scène politique internationale dans une conjoncture inédite de recul relatif des États capitalistes face à l'avancée des révolutions anti-coloniales, de modifications sociologiques de la structure des classes fondamentales, de débats sur la transition et les stratégies de luttes politiques, les mouvements sociaux des années 60/70 rendaient la discussion très complexe, d'autant plus que se greffait le bilan des États d'économie planifiée et la question du totalitarisme, dont les conséquences n'avaient pas que des répercussions sur le plan intellectuel; ils alimentaient aussi les évolutions sociales et politiques et jouaient dans le sens de la décrédibilisation des solutions rigoureusement marxistes. Ce contexte favorisait l'évolution des sciences sociales vers une perception individualiste de la rupture avec la période d'opposition à la philosophie du sujet¹² née après la crise de 1968. Au plan politique, il fournissait des arguments pour d'anciens courants anti étatistes, reconvertis dans les années 70 aux vertus de l'État de droit et du parlementarisme, qu'ils opposaient à la dynamique, jugée "totalitaire", des formes diverses de démocratie directe¹³.

La première phase néo-marxiste intervient donc dans des circonstances qui poussent à la rénovation du marxisme occidental¹⁴. Elle se déroule d'abord à la fin des années 60 dans les pays anglo-saxons, à l'encontre des théories néo-libérales. Puis le débat fera évoluer les conceptions marxistes orthodoxes¹⁵. Les conceptions instrumentales de l'État comme ensemble d'institutions au service des intérêts du capitalisme - la structuration de la société en classes ne s'était pas diluée dans l'État-providence¹⁶ - s'orientaient vers des thèses présentant les politiques sociales comme renforcement du capitalisme¹⁷. D'autres soutenaient à l'inverse la thèse du recul de l'État capitaliste dû à une nouvelle forme de rapport salarial répondant aux exigences de

¹² Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.

¹³ Blandine Barret Kriegel, *L'État et la démocratie*, La Documentation française, 1985. Jean. William. Lapierre, *Vivre sans État? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale*, Paris, Editions du Seuil, 1977.

¹⁴ Jean Marie Vincent, E. Altvater et al: *L'État contemporain et le marxisme*, Paris, François Maspéro, 1975.

¹⁵ Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classe sociale*, Ed. Maspéro, Paris, 1971 et "État et classes sociales", *Critique de l'économie politique*, N°19, janvier-mars 1975.

¹⁶ Ralph Milliband, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Ed Maspéro, 1973 et "State power and class interest", *New Left Review*, n°138, 1983.

¹⁷ Louis Althusser, *Idéologie et appareils idéologiques d'État*, Paris, Ed de minuit, 1970.

l'accumulation¹⁸, ou appuyaient la thèse de l'intervention sociale de l'État pour désamorcer les mouvements sociaux¹⁹.

Au terme de cette première phase, le néo-marxisme s'avérait être un échec pour le marxisme historique, tant pour les courants de recherche que pour les forces socio-politiques à qui il servait de référence, en tout cas loin des enjeux qui se profilaient avec l'avancée néo-libérale. Il a décliné au profit de perspectives wébériennes orientées vers l'aménagement des politiques locales ouvrant la voie à l'expertise sociale. Alors que les marxistes s'attendaient à l'effondrement des États sociaux "bourgeois", à leur dépassement dans des formes institutionnelles fondées sur des rapports de classe et de production nouveaux, ils se trouvaient face à des pays capitalistes développés ou en voie de développement qui adoptaient certes, la forme générale des États sociaux nationaux, mais qui réussissaient à engager des processus de reconfiguration de leur mode d'intervention dans un sens libéral. L'évolution se faisait au profit de courants ouvertement réformistes s'éloignant du marxisme, investis dans les nouveaux mouvements sociaux, recherchant dans la nouvelle configuration la voie d'un nouveau consensus sur l'État social fondé sur un corpus théorique réformiste adapté à la période²⁰. Ils seront rejoints par les courants issus de la renaissance néo-marxiste.

Celle-ci, en effet, mettra l'accent sur la portée de l'État social en tant qu'État réformateur. Son point de départ théorique s'appuie sur une nouvelle approche classiste qui écarte la notion de dissolution de la classe ouvrière avec le développement du capitalisme; l'État n'exprime pas une classe, mais son rapport, le rapport de leur force²¹, il est au-delà des classes. L'État social devient le point de mire empirique, réintroduisant les classes, mais avec une autre ambition que celle du marxisme classique sur la théorie de l'État. Le problème politique conserve un rôle de premier plan mais il a perdu toute trace eschatologique et devient réformiste. L'analyse reste fonctionnaliste et déterministe mais rompt avec les interprétations économistes - besoins du capital - et politistes - lutte des classes. En articulant intérêts du capital, conflits sociaux, histoire des pays et division internationale du travail, elle conclue d'une part à la convergence des systèmes de protection sociale sous l'influence de l'internationalisation économique et d'autre part, que les dépenses publiques résultent de processus complexes qui conditionnent les activités de l'État: accumulation capitaliste, pressions de la classe ouvrière et nécessités d'un contrôle politique. Et enfin, elle prédit que cette relation ne conduit pas au démantèlement de l'État social par privatisation, ni à sa socialisation radicale sous l'impact de la crise, mais à sa restructuration. Cette thèse, suggérant un paradigme d'action pour l'intervention de l'État, trouve une traduction politique: restructuration dans le capitalisme impliquant "une nouvelle figure de l'État"²².

De son côté, le néo-libéralisme soutenait que dans son processus de croissance historique, et bien qu'il ait contribué à résoudre les problèmes de la demande sociale, l'État a enlevé des espaces de rentabilité à l'initiative privée. Sur-régulant l'activité économique, il l'a maintenu dans un corset administratif et empêché ainsi le libre mouvement des facteurs productifs. Finalement, tout ça a généré des défauts structurels: création d'un secteur public improductif, croissance illimitée des dépenses publiques et incapacité à contenir, pour des raisons politiques, une demande ou des revendications toujours plus grandes. Les objectifs d'origine de l'État social auraient dégénéré, avec pour résultat un État de taille gigantesque, très coûteux, inefficace et contribuant à rendre les citoyens insensibles au phénomène de la bureaucratisation de la vie quotidienne et à la perte de valeurs comme la libre initiative, la compétence et la qualité du travail²³; l'État-providence a conduit à une sorte de collectivisme qui n'est, ni

¹⁸ Michel Aglietta, Anton Brender, *La métamorphose de la société salariale*, Paris, Calmann-Lévy, 1984..

¹⁹ Francis Piven, Richard Cloward, *Regulating the poor*, New York, Vantage, 1971

²⁰ Alain Touraine et Pierre Rosnvallon notamment.

²¹ Walter Korpi, *The democratic class struggle*, Londres, Routledge et Paul Kegan, 1983.

²² Jacques Donzelot et Philippe Estèbe, *L'État animateur, essai sur les politiques de la ville*, Paris, éd. Esprit, 1994.

²³ Milton Friedman, *Capitalisme et liberté* et *La tyrannie du statut-quo*, Paris, Lattès, 1984..

fonctionnel pour les économies de marché actuelles, ni susceptible d'alimenter une culture sociale de la différence et de la libre concurrence.

Les conclusions sous tendues par cette analyse conduisent à un projet explicite: réduire la taille de l'État au minimum, contenir et réduire le pouvoir des bureaucraties publiques et des syndicats, privatiser en grande partie l'offre publique de services et de prestations sociales, favoriser et stimuler les idéologies de l'intérêt individuel et du libre marché. Si la croissance de la taille du secteur public limite économiquement le libre marché, la surcharge administrative de l'État contribue à approfondir ses limites dans la mesure où les politiques sociales font naître des revendications incompatibles avec les ressources réellement existantes. De tout ceci, il résulte deux types de critique. Critique de l'accroissement budgétaire et des idéologies qui favorisent des attitudes et des comportements de consommateur vis à vis du secteur public. Dans l'analyse néo-libérale, le système d'intégration formé historiquement, conforte les habitus sociaux par un type de système politique articulé sur un modèle bureaucratique de décisions politiques qui maximise le rôle des bureaucraties²⁴ et amène les citoyens à opter entre des alternatives politiques toujours séparées de leurs implications budgétaires, à délaissier la rationalité du consommateur pour l'irrationalité d'options toujours présentées comme bénéfiques et jamais comme coûts. L'État social détruit les fondements idéologiques des économies capitalistes de marché. Critique des modalités de *gouvernabilité* des États sociaux héritées d'un certain type de démocratie²⁵. D'où le problème politique structurel de l'incapacité des institutions à assimiler une demande politique illimitée.

Si dans le premier cas, face au défaut introduit par le gouvernement, on se propose le "retrait" de l'État et la réduction de sa taille, dans le second, face à "l'excès" d'État, on se propose d'introduire la discipline du marché et la dérégulation économique²⁶. Le premier propose d'ouvrir la production du "bien être" aux espaces marchands, le second, de recréer un climat favorable au rôle des individus et du marché au sein d'une démocratie plus raisonnable. Ces thèmes dessinent les grandes tendances qui commenceront à prendre forme dans les paradigmes d'action de l'État et la configuration des années 80-90.

Désajustements fonctionnels et question budgétaire

Si l'idée que la "crise", en tant que rupture dans la capacité à gouverner et à gérer des démocraties de masse et de bien-être social, constituait un point de départ commun aux analyses néo-marxistes et néo-libérales²⁷, le débat allait se cristalliser sur les notions de "légitimation" et de "crise fiscale" ou "budgétaire". Elles désignent la mise en oeuvre d'actions pour légitimer le système. Plus il y a accumulation et plus l'État social se trouve contraint de produire toujours plus de légitimation. Dans un contexte de récession, ce processus conduit à une sur-politisation des décisions économiques, à une crise de l'appareillage public et à une surenchère dans les dépenses de légitimation. Aux positions néo-libérales, on oppose la thèse d'un capitalisme contemporain articulé sur une interaction fonctionnelle²⁸ inadéquate entre le système économique, le système politico-administratif et le système normatif ou culturel de toute société. La crise découle, non de l'histoire de l'État-social, non de l'essence du capitalisme même, mais de son essence dans sa *forme actuelle*.²⁹ En conséquence, les gouvernements, condamnés à promouvoir à la fois l'accumulation du capital et l'acceptation du capitalisme, doivent agir en vue d'une dépolitisation des citoyens et de la promotion d'une culture de "l'initiative privée". En somme, au-delà de la crise du système économique néo-libéral, seule

²⁴ William A. Niskanen, *Bureaucracy and representative government*, Aldine, Chicago, 1971; Anthony Downs, *An economic theory of democracy*, New York, Harper, 1957.

²⁵ M. Crozier, *The crisis of democracy: report on the governability of democracy to the Trilateral Commission*, University Press, New York, 1975.

²⁶ James.M Buchanan, Richard.E. Wagner, *Democratie in déficit*, Académie Press, Nueva York, 1977.

²⁷ Claus Offe, *Contradictions of the Welfare state*, Cambridge, MIT Press, 1984, pp. 64 sq.

²⁸ C. Offe, *Ibidem*, p. 80-84.

²⁹ Jürgen Habermas, *Raison et légitimité*, Paris, Payot, 1978.

l'inadéquation fonctionnelle entre la fonction d'intégration et le système d'intégration est une source de désordre social et de conflit.

La crise fiscale quant à elle, cristallisée sur le budget, ne fait que refléter ces contradictions dans lesquelles se trouve l'État contemporain dans la mise en oeuvre de fonctions de plus en plus complexes et diverses. Sur ce point aussi, la thèse libérale se voyait donc opposer une réponse néo-marxiste: la crise fiscale de l'État est le symptôme économique du conflit politique s'enracinant dans les fonctions mises en oeuvre par l'État au sein d'un capitalisme de plus en plus prégnant³⁰; c'est le capitalisme lui-même qui fait pression en faveur d'une socialisation des coûts sociaux d'un marché qui se mondialise et où la rentabilité même du "capital argent" nécessite symétriquement de réguler et de résoudre les conflits sociaux.

Ces analyses prétendent redéfinir les données du débat sur la fonction de l'État social comme actualisation des modalités de lutte pour le contrôle des conditions de la reproduction humaine³¹, mais elles en tirent des conséquences limitées quant au capital lui-même. Car si le budget devient la forme qui médiatise un ensemble de processus contradictoires, du point de vue du capital il est la forme qui met en cohérence la somme des ajustements qu'il impose dans l'ensemble des champs sociaux. L'expérience montre en réalité que, malgré ces clivages, la crise de légitimité découlant d'habitus formés dans les configurations antérieures (acquets sociaux) pouvait et devait être combattue par des méthodes de légitimation basées sur une politique budgétaire fondée sur la réduction des dépenses et des impôts, en puisant indifféremment dans les analyses produites par les néo-libéraux et les néo-marxistes. L'accord se réalise sur la logique de la "main invisible" dont la construction européenne constitue le type idéal. Celle-ci manifeste en effet la tendance à la convergence des systèmes de protection sociale et de la définition de ses critères. Elle définit les normes et modes de classement pour les dépenses publiques, les niveaux de l'accumulation capitaliste et les modalités devant régler la reproduction et la légitimation du système. L'intervention des États résulte de ces processus complexes où les agents de l'État sont autant déterminés que les individus dans la société, et dans lesquels le référent commun, implicite et inconscient, sorte d'égalisateur général des conduites sociales, est constitué par le capital.

Autrement dit, si cette phase du débat entre néo-marxistes et néo-libéraux, a cherché à renouveler les clivages en les adaptant aux conditions présentes, dans le camp néo-marxiste cela a été au prix d'une double révision critique. Critique méthodologique d'abord, révisant radicalement, mais sans bilan réel, les conceptions déterministes et fonctionnalistes de l'interprétation de l'État social au profit d'une revalorisation du rôle des sujets dans l'histoire. Cette révision avait une origine sociale³²: la critique des mouvements et groupes sociaux à l'égard de l'État social, la critique féministe notamment quant à ses conceptions patriarcales de la reproduction sociale³³. Mais ces mouvements sociaux alimentaient une analyse spécifique des classes sociales, avec la question clé des couches moyennes. C'est la raison pour laquelle le paradigme d'action de l'État tendait à rabattre les habitus sociaux de ces catégories sur les autres catégories dominées de la société. Critique de type thématique ensuite, substituant aux alternatives d'État-providence socialiste, la notion de *potentialités réformistes* d'un État redéfinissant les besoins sociaux des "exclus", les types de dispositif d'aide, et stimulant de nouvelles formes d'organisations civiles de "bien-être" social. Ainsi le rejet de l'alternative néo-libérale de la privatisation n'impliquait-il pas forcément, dans une perspective post-marxiste, la défense à outrance du modèle d'État social hérité des configurations antérieures. Mais il y substituait la possibilité de réforme et de démocratisation, dans une société où les sujets construisent "leur histoire" en conscience, en collaborant à l'action étatique en vue du "bien-être" collectif.

³⁰ James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, New York, Saint Martin's Press, 1973.

³¹ Jan Gough, *The political economy of the Welfare State*, London, Macmillan, 1983.

³² James O'Connor, *The meaning of crisis*, Basil Blackwell, Oxford, 1987.

³³ Jennifer Dale, Peggy Foster, *Feminist and State Welfare*, London, Routledge and Paul Kegan, 1986.

Or, dans le camp du néo-libéralisme on ne constatait pas de révision théorique de la prédiction de la privatisation totale et de l'État minimum. Sa révision critique a porté d'une part, sur l'idée que l'État n'est pas surdéterminé à échouer dans la réalisation d'objectifs d'efficacité économique, et d'autre part, que la légitimation peut aussi être obtenue, à l'aide de la dualisation, par la non-satisfaction des revendications. Finalement, les néo-libéraux ont fini par admettre que la croissance de l'État social découle d'un processus de mûrissement de systèmes de protection sociale sous l'effet d'une certaine forme d'universalisation, de consolidation institutionnelle de l'État - et pas seulement à cause des revendications sociales - et le résultat de l'impact des changements démographiques.

Cependant, le noyau théorique des courants libéraux anti-keynésiens a eu un effet sur les courants issus du marxisme; courants qui traversaient, dans leur interrelation, les sphères de l'État, de la société et le champ des sciences sociales. Les faits montraient que l'école libérale, écartée de la structuration des sociétés à l'aube du XXème siècle, bénéficiait d'un outillage économique et social qui lui permettait un retour réussi sur la scène des sciences sociales et du même coup sur celle des luttes politiques. Elle pouvait intervenir efficacement dans la crise de paradigme quant aux métamorphoses du capital. Alors que le courant marxiste profondément ancré dans les luttes sociales dès le milieu du 19ème siècle et jusqu'au début 70, paraissait laminé dans son noyau théorique même, après avoir subi l'épreuve du mouvement social de 1968 dont il ne semblait pas sortir renforcé.

L'État en action

En France, à la fin des années 70, ce débat influençait forcément les responsables d'une gauche très composite en lutte pour le pouvoir. Elle incluait les plus fonctionnalistes, notamment à propos de la crise fiscale, les plus radicaux aussi, ou qui souhaitaient approfondir l'État social dans le sens de la socialisation et ceux qui se disaient porteurs des changements sociologiques produits par l'histoire du mûrissement de l'État social. Mais la plupart, progressivement a réduit cette relation complexe entre capitalisme et système politique au plus simple référent idéologique commun, le "capital". Si les paradigmes apparents restent tranchés, ils ne conduiront ni au démantèlement de l'État social par privatisation pour les uns, ni à sa transformation radicale dans une optique socialiste pour les autres, mais au contraire, avec des inflexions propres, ou des nuances, à sa *restructuration*, mettant l'accent sur la portée de l'État social en tant qu'*État réformateur*, comme forme historique supérieure pour satisfaire les besoins individuels, dépassant le clivage capitalisme et socialisme par un système de régulation d'un nouveau type qui ne pouvait que s'adapter aux nouvelles conditions socio-économiques.

Cette orientation se révélera dès 1981. Bien que les enjeux sociétaux continuèrent de se confronter dans l'État et dans la société, la restructuration de l'État social s'imposera à toute la gauche au pouvoir. Les phénomènes sociaux nouveaux viendront s'associer aux éléments de la configuration et aideront à la définition des méthodologies d'intervention de l'État pour capter la créativité sociale dans les processus d'auto-organisation (politiques de la ville). La notion "d'État en action" a exprimé ce déplacement du débat vers des analyses voulant se fonder sur le déploiement concret de "l'État-providence" en tant qu'État réformateur. Dans sa prétention à féconder la matérialisation du tournant de 1981, la production intellectuelle a entrepris ce virage méthodologique. Faisant le constat du maintien substantiel du noyau central de l'État comme ensemble d'institutions de reproduction sociale, et portée par l'espoir de résoudre le problème de la gestion de l'individuel et du collectif, elle se donnait pour objet de le réformer sur la base de processus *partiels* de "restructuration". Il s'agissait de ré-articuler les modes d'intervention sociale de l'État entre marché, public, institutions intermédiaires et ciblées, et de "rationaliser" par la recherche d'efficacité: expertise, sélection des populations et des effectifs, évaluation, etc. Articulée sur une conception consensuelle et acritique des processus de mondialisation, de réforme et de modernisation de l'État social national, la problématique stigmatisait "les modes d'intervention bureaucratiques" et les formes d'action en matière de protection sociale responsables du déclin progressif de la "citoyenneté". La recherche sociologique passait ainsi du

thème du recul de l'État à l'examen très détaillé de sa *réorientation*. Délaissant la question de l'État et de la société pour prendre comme objet la perte de confiance populaire vis-à-vis de l'État, elle s'est tournée vers la réforme de l'État en négligeant le domaine du "bien-être"³⁴. D'un côté, faisant de l'histoire de l'État social un archaïsme, l'analyse du fonctionnement de l'État visait à perfectionner son intervention par la réforme. De l'autre, une partie s'intéressait plutôt à son fonctionnement en se préoccupant des formes et modes d'apparition des crises qui le traversent et leurs représentations, en prenant en compte le développement des politiques publiques. En fait, les sciences sociales passaient de la consécration de la vie quotidienne, des stigmates spatiaux et de la dynamique des transformations urbaines à une évolution vers les méthodes d'intervention et de mise en œuvre de projets, accompagnant l'évolution de la sociologie de l'intervention et de la sociologie politique favorisée par les nouvelles missions venant des pouvoirs publics concernés par les différents niveaux de décision. L'objet se déplaçait vers la technologie de l'intervention pour consolider un État qui se présentait comme un modèle original à développer. Aussi, le niveau local devenait-il un lieu stratégique et un objet technologique du travail scientifique de l'action de l'État dans la dialectique État-société.

L'inversion des politiques de légitimation et le retour du marxisme

C'est toute la technique historique du lien État-société qui se trouvait ainsi confrontée à une métamorphose impliquant un changement radical des habitus sociaux dans les deux sphères. Pour l'essentiel, il s'agissait de créer des situations d'ajustement entre les exigences d'une restructuration du capitalisme dont les coûts sociaux originels ne possédaient pas de référence dans les configurations antérieures. En l'absence de dispositifs de prise en charge ad hoc, il fallait les créer. D'où le problème de l'intervention étatique: comment fallait-il les créer? La réponse s'est orientée vers un processus d'inversion des politiques de légitimation. L'enjeu se cristallisait sur cette question. L'épuisement du débat théorique dans la sociologie de l'État s'explique par cette évolution due en grande partie au rapprochement avec le néolibéralisme. Devant l'incapacité à dégager une explication de la résistance des États-sociaux et devant leur capacité contradictoire d'adaptation à la crise et aux nouvelles conditions socio-économiques, on acceptait comme nécessaire qu'un processus de privatisation fournisse un appui au projet de l'État réformateur, analysé comme un appareil éminemment maniable et flexible, susceptible donc de se conformer à la crise en abandonnant la perspective analytique de l'opposition de classe.

Car ces politiques n'ont pas abouti à une remise en cause de l'État social dont la substance a été préservée. Sa structure interventionniste a maintenu sa force, pas seulement en France. Et ce pour une raison, certains acquis fondamentaux, du fait des habitus sociaux, ne peuvent, pour l'instant, être remis en question par les nouvelles techniques de production. Ces techniques exigent des niveaux de formation, des niveaux de mobilité et de flexibilité de la force de travail, toute une série d'éléments qui ne peuvent pas encore s'ajuster, car dans le même temps, d'autres éléments nécessaires à la production du système lui-même sont impossibles à remettre en question au-delà d'une certaine limite. Limite au-delà de laquelle le consensus général sur lequel le capitalisme fonctionne pourrait s'effondrer.

L'État social bénéficie d'un fort appui populaire parce qu'il a pu continuer à être un moyen approprié pour la socialisation des coûts sociaux et pour la résolution des conflits³⁵. Il est apparu relativement efficace pour réduire l'impact social et économique des changements techniques - chômage - et démographiques - vieillissement des populations, retraite - et pour son rôle dans la satisfaction d'un certain nombre de revendications et dans la distribution d'aides et de ressources. En tout cas, les limites économiques de l'État social, la redéfinition relative de la hiérarchie des dépenses sur d'autres, la mise en œuvre d'autres dispositifs de protection

³⁴ Peter. Taylor-Gooby, "Current developments in the sociology of welfare", *The British Journal of Sociology*, vol. 40, Num. 4, 1989, p.653.

³⁵ Vic. George, Paul. Wilding, *The impact of social policy*, Routledge et Paul Kegan, Londres, 1984, PP. 188-194.

sociale et l'orientation vers une privatisation des services publics au détriment de sa production propre de services et de prestations, n'ont pas modifié pour autant sa taille.

Or, avec le début des années 90, l'État social a semblé perdre de sa solidité. Il résiste, comme on témoigne les grèves de 95, mais sa mise en cause se présente comme nécessaire et contingente aux logiques économiques mondiales dont l'impact dans les systèmes de protection sociale, par la *dualisation* partielle des normes de production et de consommation, est de plus en plus fort. En effet, les processus de restructuration industrielle et de changement technologique ne modifient pas seulement la structure de l'emploi, ils créent des dynamiques de dualisation de la structure sociale liées au chômage structurel et au surgissement de l'emploi précaire. Ceci se reflète inévitablement dans la structure de la protection sociale. Le salaire à plusieurs vitesses, l'extension de différentes formes de pauvreté, et une moins grande redistribution des revenus, sont quelques uns des facteurs conduisant les changements sociologiques.

En contre partie, ce contexte a tendance à multiplier les nouvelles formes d'auto-organisation, de regroupements et d'association tendant à jouer un rôle dans la configuration. Le problème pour l'intervention étatique est de découvrir la façon de les y intégrer. Cette question renvoie au débat sur la société civile, selon qu'elle est observée dans le paradigme du "marché", autrement dit au plan de son instrumentalisation pour le fonctionnement du marché, ou selon qu'elle est appréhendée comme moyen de refonder des nouvelles perspectives d'organisation sociale, notamment par sa capacité à produire des formes de développement communautaire et associatif: une société civile écartelée par conséquent entre deux types de représentation.

Ces éléments alimentent les controverses et opposent les chercheurs, les experts, ou les agents de l'État. Parce qu'implicitement, ce qui se trouve mis en cause touche aux habitus sociaux des individus dans l'obligation de passer d'une perspective de sécurité progressive à celle de l'insécurité permanente. Les nouvelles politiques urbaines, support méthodologique de la redéfinition des modes d'intervention sociale, s'inscrivent dans ce cadre.

L'impact produit par ces changements sur l'État social est double. D'une part, il met en forme une configuration qui légitime le concept de "crise" de l'État social par l'invention de limites construites à l'aide de techniques économiques. Mais surtout, la configuration n'inclut nullement que l'enjeu serait de rendre nécessaire une meilleure égalité sociale. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement d'affronter la question sociale en la réduisant à l'octroi de droits sociaux aux groupes de population exclus par le processus de modernisation capitaliste. D'autre part, il met en cause les dispositifs mis en oeuvre par l'État social pour leur incapacité supposée à donner satisfaction aux besoins des individus³⁶, d'où le développement de nouvelles formes de privatisation et la recherche parallèle d'autres formes collectives de prise en charge de la question sociale.

Ces processus ont comme conséquence de produire une triple pression sur les systèmes de protection sociale: une pression en provenance des secteurs économiques et scientifiques et de certains segments sociaux intégrés au processus de modernisation capitaliste, en faveur d'une protection sociale étatique plus différenciée et individualisée; une pression due à l'ouverture au privé pour la prise en charge de certains aspects d'aide et de protection sociale, ou à travers des organismes fonctionnant avec le recours au partenariat, au bénévolat local, au don, à la subvention, au mécénat, etc. ; une pression due à l'expansion de la production privée stricto-sensu, surtout lorsque celle-ci considère certains secteurs comme très rentables - comme les retraites -, profitant du champ laissé libre par le bornage technique des limites de l'État et de son désengagement en matière de protection, conjuguée à une demande sociale provenant des segments intégrés de la société.

³⁶ Didier Lapeyronnie, "Relégation ou citoyenneté", *Les Temps Modernes*, N° 545/546, Spécial "Banlieue", Déc 1991/janv 1992.

Et c'est précisément à ce moment du procès d'inversion, de dénationalisation de l'État social, qu'apparaît le paradoxe d'un intérêt pour les problématiques marxistes, ambitionnant de renouveler autant les vieilles convictions eschatologiques que les récents développements réformistes. Elles réapparaissent au niveau micro-sociologique pour étudier les processus de démantèlement et donc en défense de l'État social, alors qu'on les avait abandonnés au niveau macro quand il s'agissait de le restructurer.

En s'affirmant, l'État social a éliminé sa mise en cause par le marxisme. Perçu comme un outil de réforme sociale dans le cadre d'un capitalisme régulé et en expansion, il apparaissait aux chercheurs comme le cadre de la résolution des passions entre les individus, entre les groupes et entre les nations faisant des individus, les "acteurs" de ce processus, la réalisation du bonheur donc dans ce cadre, après avoir été pensé dans le socialisme révolutionnaire. Or, au moment même où l'on pourrait penser qu'il faudrait l'amplifier, l'État social cherche à approfondir les perspectives du changement social en sens inverse, au nom de logiques économiques considérées comme naturelles. Et, du coup, la réforme de l'État se fait au nom de cet objectif, en essayant de faire croire que l'on pourra résoudre les nouveaux problèmes sociaux par la croissance, dans le cadre de l'économie mondialisée et en transformant la notion de "service public" où s'imposent des représentations empruntées au "marché". Il y a une entreprise générale d'adaptation à cette situation.

Dans ce contexte, l'accumulation du capital et l'acceptation du capitalisme par les "citoyens" oblige les gouvernements à inverser les politiques de légitimation. Pour éviter la crise latente du capitalisme et de l'appareillage public, il faut dépolitiser les décisions économiques et dépolitiser les "citoyens", surenchérir dans la baisse des dépenses de légitimation, étendre les cultures d'initiatives privées et modifier les habitus des individus. Depuis 1983, une série d'offensives structurelles et idéologiques vise à traduire cette inversion par une nouvelle culture face au salariat et aux droits sociaux. Dans le champ du social, les politiques de la ville ont servi à socialiser les transformations du salariat et à orienter à la baisse les rémunérations, donc de baisser les dépenses publiques. Il y a un triple mouvement, un mouvement lié au statut des fonctionnaires, doublé d'une privatisation et une gestion de la précarité par les acteurs eux-mêmes. La logique des contrats villes, par exemple, consiste à financer par des petits boulots tout ce qui était financé par les communes, d'où un chantage permanent sur les jeunes pour le maintien de l'ordre.

Nouveau néo-marxisme ou marxisme du nouveau?

L'incohérence entre droit au travail et droit social, résultant de l'introduction de la flexibilité du travail, de la déréglementation et des restructurations économiques, remet en lumière les processus de luttes de classe - on raisonne comme si la structure ouvrière n'avait pas été façonnée par les États modernes, il faut partir des classes comme pôles duels au sein desquels existent des divisions institutionnelles et symboliques - dont le principe même réside dans le caractère multidimensionnel de l'espace social où cette lutte se répercute d'un pays à l'autre, de façon transnationale et par des cultures générationnelles mondialisées.

Le "minimum d'État" ne s'est pas converti en réalité sociologique et malgré l'impossibilité apparente d'un changement radical des États sociaux, il semblerait que Marx revienne sur la scène de la théorie de l'État et de la sociologie politique par la voie de la défense des caractères de l'État social redistributif. Il y a plusieurs arguments:

- il existe une mise en adéquation avec les exigences de la restructuration du capitalisme et les besoins de socialisation de coûts sociaux du marché. Mais malgré "l'attaque" qui s'est développée, l'État social résiste; pas seulement en France, mais même dans les pays Reagan et Thatcher sont passés. Et on ne peut imaginer, du point de vue économique, le fonctionnement des secteurs productifs sans penser l'intervention de l'État. L'expérience des pays de l'est de l'Europe montre bien que, pas plus que la planification, le marché n'est ni spontané ni naturel.

- il existe une universalité moderne des États sociaux à laquelle les théoriciens de l'État doivent faire face. Leur développement n'a pas été consensuel ni apolitique. Le conflit portait

sur la forme plus que sur la taille. La critique sans bilan des arguments fonctionnalistes par le post-marxisme résulte d'un défaut de fond du marxisme qui prenaient l'État comme une fonction du capitalisme sans s'interroger vraiment sur la manière de résoudre les problèmes fonctionnels. Or le capitalisme n'est pas un type universel de société moderne. Les États de planification à l'Est étaient des États sociaux. On ne savait les reconnaître que comme des États totalitaires. Ceci explique l'incompréhension, encore aujourd'hui des sociétés à l'Est et l'attitude timorée de la gauche française vis à vis des oppositions qui s'y constituaient. Condescendante et imprégnée de l'idéologie anti-totalitaire, c'est à dire anticommuniste, elle ne voyait que quelques illuminés, utopistes au mieux. Puisque l'État s'était clos sur la société, les individus y étaient irrémédiablement perdus. D'où une incompréhension totale des processus sociaux qui s'y déroulaient. Chercher à les comprendre aurait remis en cause les schémas définitifs sur le totalitarisme. La caractérisation de nomenclatura faisait office d'analyse. Dans le débat socio-politique, la question de l'État a été largement idéologisée pour montrer la supériorité des formes étatiques dans les pays capitalistes, surtout pour justifier le capitalisme lui-même, et pour justifier l'abandon d'une théorie sur le développement des États fondée sur les défauts du marché. Si société civile et État ont partie liée à l'ouest, pourquoi n'en était-il pas ainsi à l'Est?

- enfin, le débat sur l'État réintroduit le problème normatif comme portée scientifique des sciences sociales, avec la question première et centrale de la justice, celle de savoir quelles institutions sont les plus désirables pour la cité et quelle forme de vie est la plus souhaitable pour les individus. Aujourd'hui, la domination de "l'axiomatique de l'intérêt", l'absence de démarche théorique, les commandes en provenance des grands organismes publics financeurs, appellent une réaction vers une sociologie critique et de nouveaux concepts pour rendre compte de réalités qui ne sont pas transparentes³⁷.

C'est à partir des problèmes et des défauts du marché qu'une théorie de l'État peut avancer. Parce que le marché, inapte à assurer la reproduction humaine au sens Engelsien de la reproduction "générique", ce qu'a souligné le féminisme, ne l'a jamais effectuée selon ses plans; parce qu'il n'a jamais remplacé les institutions non marchandes comme les familles et les structures d'auto-organisation qui, pour toute une série de raisons, ont été insuffisantes pour l'assurer complètement, une théorie du développement de l'État social devrait se fonder sur une théorie économique qui explique la reproduction humaine malgré les défauts du marché. En terme marxiste cela signifie opposition radicale entre les forces de la reproduction humaine et les forces de la reproduction sociale et du marché. Elle devrait se fonder aussi sur l'examen des effets du système inter-étatique sur les politiques nationales, et enfin sur une théorie causale historique, d'autant plus que les processus de "dénationalisation de l'État social" découvrent les classes en mettant à jour les modalités passées du développement des États. Cela dépendra des chercheurs d'en tirer des inspirations en prenant l'hypothèse au sérieux, afin de mettre en lumière la dialectique complexe entre organisation de prises de décisions, étatiques et non étatiques, et les forces sociales, afin de situer les dynamiques d'accumulation du capital et des conflits de classe. Et parce que la question de l'État redevient essentielle, il convient que les enjeux de fond de la théorie politique soient discutés par l'étude de l'État social et des conditions de la redistribution apte à résoudre la question sociale.

Gérard Prévost. Université Paris 8

³⁷ La polémique publique menée depuis quelques mois contre Pierre Bourdieu, constitue un épiphénomène de l'opposition à cette hypothèse, opposition qui tend du coup à la confirmer.